

NON À LA FERMETURE DES CASERNES DU CRÉDIT PRODUCTIF POUR LA LORRAINE

PAR LAURENT **SIMON**,
ANCIEN CANDIDAT DE SOLIDARITÉ ET PROGRÈS AUX LÉGISLATIVES DE 2007
DANS LA CIRCONSCRIPTION DE SARREBOURG/DIEUZE/CHÂTEAUX-SALINS

**LISEZ
ET SIGNEZ
EN LIGNE
LA PÉTITION
POUR UN
NOUVEAU
BREITON
WOODS**

solidariteetprogres.org/petitionNBW

Dieuze, Commercy, Bitche, Frescaty... La Lorraine vient d'apprendre avec consternation la décision du gouvernement de fermer brutalement les dizaines de casernes militaires. Certaines villes vont voir la quasi moitié de leur population partir, emportant avec elles écoles, commerces et services publics qui ne pourront survivre à leur disparition. Malgré la colère légitime des élus lorrains, la position du gouvernement est sans appel : il veut sacrifier, désertifier, « suicider » la Lorraine, et plus largement, tout l'Est de la France.

Au nom de quoi ?

Veut-il réellement « moderniser » l'armée ? Cherchera-t-il à offrir de nouvelles perspectives à la région ? Peut-on sincèrement croire que la vague de privatisations et de « désaménagement » du territoire que subit actuellement la France soit lancée dans le but de bâtir un avenir ?

Obnubilés par l'impératif de la « dette », **nos dirigeants bradent le pays**, abandonnant toute politique planificatrice pour une course à l'échalote comptable.

Il est temps de nous battre, si du moins nous voulons survivre à cette folie. Or **le drame Lorrain ne peut se résoudre que si le combat sort de ses frontières et devient un combat pour la France, l'Europe et le monde.**

DÉSINTÉGRATION FINANCIÈRE ET SOCIALE

Nous vivons aujourd'hui les dernières heures du système financier et monétaire international. Depuis trente ans, nous avons laissé se créer dans le monde une **pyramide de capital fictif, vampirisant le travail et la production**. Aujourd'hui noyées sous leurs propres dettes de jeu spéculatif, les banques américaines, anglaises et européennes, après avoir milité pour l'éradication des états, appellent ceux-ci à la rescousse. Nos banques centrales font littéralement marcher la planche à billets à tour de bras, créant les conditions d'une envolée des prix (essence, alimentation...) qui vient elle-même alimenter la destruction d'une économie déjà meurtrie par les spéculateurs. On tente de sauver le vice financier avec l'argent des citoyens. Manquant totalement de caractère, **nos dirigeants sont, pour le moment, des valets obéissants.**

FAIRE FACE

Et bien, **c'est à nous de faire preuve de caractère**, et de leur rappeler ce qu'ils sont censés incarner. C'est à nous de nous battre pour sortir de cette règle du jeu folle, qui se change peu à peu en roulette russe permanente.

Notre pays doit retrouver le sens du pari sur l'homme et ses capacités créatrices, et, incarnant ce principe, l'outil du **crédit productif public**, qui est la clé du problème : l'Etat, muni d'une banque nationale, émettant et organisant sa propre monnaie pour financer sur le long terme des projets utiles (équipement, infrastructure, recherche). Projets qui, tout en donnant un élan et un horizon à l'économie, demandent -autant qu'ils en créent les conditions- un système social digne de ce nom. Dans cette dynamique vertueuse retrouvée, nous pourrions bâtir l'avenir.

Cet outil existe. C'est sur son principe qu'ont fonctionné les politiques économiques de Louis XI, Colbert, Blum, du CNR ou de de Gaulle. C'est sur son principe que s'est construit notre pays et tout ce que les banques veulent aujourd'hui détruire. **La France l'a abandonné en 1973, se condamnant elle-même à contracter cette dette nationale au nom de laquelle nous sacrifions tout aujourd'hui.**

Un tel changement de politique exige de prendre à bras le corps le chaos financier mondial en convoquant une conférence internationale dans le but de refonder des accords sur les monnaies et le commerce (le « **Nouveau Breiton Woods** » pour lequel se battent Jacques Cheminade en France et Lyndon LaRouche aux Etats-Unis).

Dans ce cadre nouveau, il sera enfin possible de **relancer des politiques nationales, européennes et eurasiatiques de Grands travaux** ambitieuses et massivement financées, seules bases légitimes d'une construction européenne pour le peuple. Un TGV-est financé par les régions, forçant celles-ci à s'amputer de leurs lignes secondaires, est le genre d'absurdité qui pourra dès lors être évité. Le savoir faire industriel de la région doit être sollicité pour la réalisation de tels projets. C'est dans ce cadre que la Lorraine, théâtre historique des accords et discords de l'Europe continentale, peut trouver son salut, en participant au développement du monde.

Ça va trop loin pour vous ? C'est trop difficile à comprendre ? Il sera trop tard pour le dire quand votre assiette sera vide, l'essence trop chère, la vie locale étouffée et les maisons saisies.



www.solidariteetprogres.org

Le mouvement politique de Jacques Cheminade et Lyndon LaRouche

BP 27 - 92114 Clichy cedex / Tél. : 01 76 69 14 50 / Fax : 01 47 39 05 80 / SVP : Ne pas jeter sur la voie publique